

Royaume-Uni

L'économie britannique a légèrement progressé au premier trimestre de 2023 (+0,1 %, comme au quatrième trimestre 2022, ► **figure 1**), dans un contexte pourtant marqué par un niveau élevé d'inflation, par la persistance des contestations sociales, notamment dans le secteur public, et par la poursuite du resserrement monétaire. Cette toile de fond persisterait en partie d'ici la fin de l'année, bridant la demande intérieure privée : l'activité demeurerait en faible progression, mais ne reculerait pas.

Au premier trimestre 2023, la demande intérieure s'est nettement repliée, malgré la légère hausse de l'activité début 2023. La consommation des ménages a marqué le pas, tandis que la consommation publique a fortement diminué, pénalisée par les grèves. L'investissement des ménages, quant à lui, a de nouveau reculé (-1,4 % après -3,1 % fin 2022), dans un contexte de durcissement de l'accès au crédit, affecté par le resserrement monétaire. À l'inverse, l'investissement des entreprises a progressé (+0,7 %, avant l'arrêt en avril du dispositif *super deduction*), ainsi que l'investissement public (+9,7 %, principalement dans les bâtiments neufs et existants). Par ailleurs, les échanges extérieurs ont été marqués par d'importants mouvements à la baisse, tant du côté des exportations (-8,1 %, en contrecoup aux retraits d'or non monétaire aux trimestres précédents) que des importations (-7,2 %, notamment dans les matériels de transport après une forte augmentation au quatrième trimestre 2022). Du côté de l'offre, seule la construction a progressé nettement au premier trimestre (► **figure 2**), tandis que la production dans l'industrie comme dans les services se situe en dessous de son niveau de début d'année 2022, affectée par la perturbation des chaînes d'approvisionnement, par la hausse des prix des intrants et plus récemment par des mouvements de grève marqués à partir de l'été 2022.

Au début du deuxième trimestre 2023, l'inflation demeure élevée, mais avec toutefois des premiers signes de reflux (+8,7 % sur un an en avril après +10,1 % en mars et +10,4 % en février), principalement liés à des effets de base (les prix à la consommation continuent d'augmenter mais moins vivement qu'il y a un an). L'inflation alimentaire reste néanmoins très élevée (+19,1 % sur un an en avril), entretenue par les pénuries sur certaines denrées.

L'effet sur le revenu de ces hausses de prix serait néanmoins en partie compensé par l'augmentation des salaires qui se poursuit (atteignant en mars +5,8 % primes comprises en glissement annuel) et par les mesures de soutien au pouvoir d'achat mises en place par le gouvernement (dont l'extension du plafond sur les factures énergétiques). Dans ce contexte, le pouvoir d'achat des ménages reculerait modérément avant de s'améliorer en fin d'année. De ce fait, la consommation des ménages se dégraderait au deuxième trimestre et rebondirait légèrement au deuxième semestre.

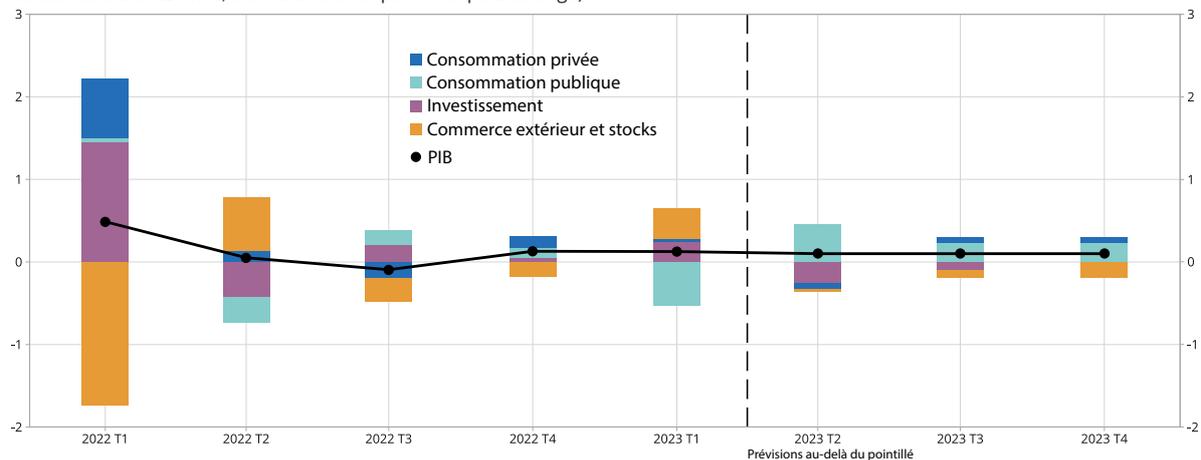
Le resserrement de la politique monétaire restreignant l'accès au crédit des ménages, leur investissement poursuivrait son recul tout au long de la période de prévision. De même, l'investissement des entreprises se replierait en raison de l'accroissement du coût du capital et de la fin de la *super deduction* (et ce malgré son remplacement depuis avril par un nouveau dispositif d'incitation fiscale à l'investissement, dit *Full expensing*). L'investissement public serait quant à lui dynamique, porté par la croissance des dépenses planifiées par le budget de printemps dans les domaines de la santé, de la défense ou de l'éducation.

D'ici la fin de l'année, l'activité britannique progresserait légèrement (+0,1 % à chaque trimestre), portant la croissance annuelle à +0,3 % en 2023. La demande intérieure augmenterait très modestement, le dynamisme de la consommation et de l'investissement publics compensant le recul de la demande privée, mais l'offre resterait bridée par des contraintes de production persistantes. Du côté des échanges extérieurs, les importations resteraient peu dynamiques, à l'image de la demande intérieure, tandis que les exportations rebondiraient légèrement, portées par la reprise modeste de la demande adressée au Royaume-Uni. ●

Conjoncture internationale

► 1. La demande intérieure continuerait de peser sur l'activité d'ici la fin 2023

(variation trimestrielle du PIB en %, contributions en points de pourcentage)

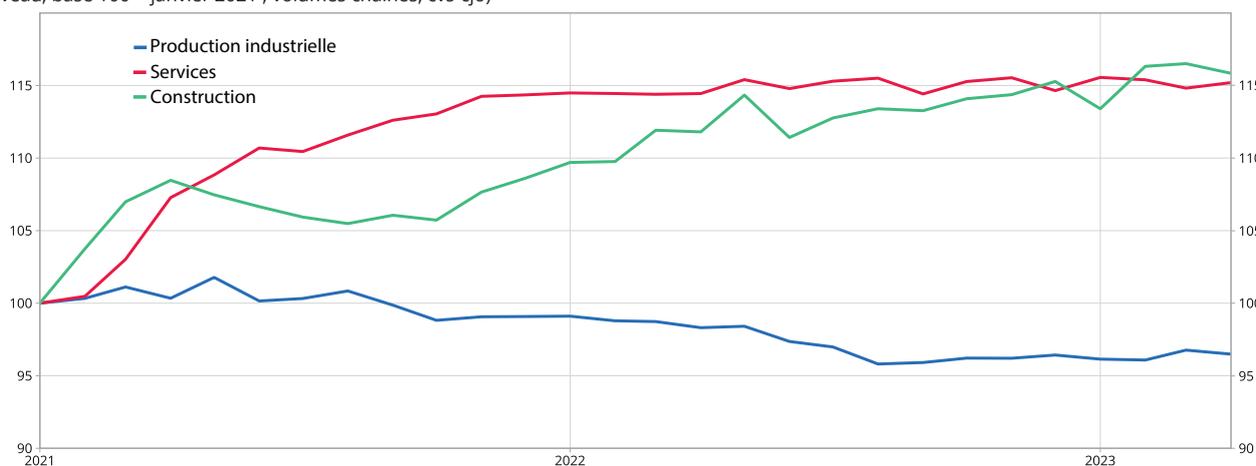


Lecture : au premier trimestre 2023, le PIB a progressé de 0,1 % et l'investissement total a contribué pour +0,2 point à cette évolution.

Source : ONS, calculs Insee.

► 2. La production industrielle, affectée par les mouvements de grèves en fin d'année 2022, demeure morose au printemps

(en niveau, base 100 = janvier 2021 ; volumes chaînés, cvs-cjo)



Dernier point : avril 2023.

Lecture : en avril 2023, la production industrielle est 3,5 % inférieure à son niveau de janvier 2021.

Source : ONS, calculs Insee.